

Appel à manifester le 22 novembre contre les violences policières et pour le désarmement de la police

RDV le samedi 22 novembre à 11h à l'Esplanade de la Paix (Gap) pour dénoncer les violences policières sur la ZAD du Testet (Tarn) et partout ailleurs ! Exigeons le désarmement total de la police et de la gendarmerie !

Organisons-nous pour manifester notre solidarité aux occupant-e-s de la ZAD du Testet, contre ce barrage nuisible et les violences policières ayant causé la mort de Rémi le 25 octobre sur site.

Multiplions les actions contre les grands projets nuisibles et imposés, ici et ailleurs ! Collectifs de soutien à la lutte de la ZAD de Notre Dame des Landes, contre la centrale biomasse de Gardanne, contre la ferme des 1000 vaches dans la Somme, anti-THT dans la vallée de la Durance, contre l'autoroute A 51 et bien d'autres, unissons-nous car nous résistons contre la même logique capitaliste et industrielle qui détruit les humains et la planète !

De nouvelles actions vont avoir lieu dans le 05 pour soutenir la ZAD du Testet et d'autres luttes contre les grands projets nuisibles (prochain RDV le jeudi 27/11 18h30 place grenette à Gap pour une soirée projection-discussion-soupe party). Restons attentifs et actifs. Les personnes pouvant passer, séjourner, apporter du matériel sont toujours les bienvenues dans la forêt de Sivens et sur toutes les ZAD occupées actuellement.

La coordination 05 de lutte contre les grands projets nuisibles et imposés

Plus d'info :

www.tantquilyauradesbouilles.wordpress.com

<http://05.demosphere.eu/>

Contact :

solidaritenddl05@calucha.lautre.net



Aperçu de la situation sur la ZAD du Testet et des violences policières

La magnifique vallée du Tescou (Tarn) est menacée par un projet de barrage démesuré : c'est 35 hectares de zone humide et de forêt qui doivent être noyées pour satisfaire les besoins de la culture industrielle du maïs semence qui assèche les rivières, nappes et pollue à outrance. Et comme ça ne suffisait pas, les 10 millions d'euros que doit coûter le barrage de Sivens sont apportés intégralement par de l'argent public, alors que les « agro-businessmen » qui en bénéficieront ne sont qu'une poignée : quel gaspillage !

Au Testet comme à Notre-Dame-des-Landes, ou plus près d'ici à Gardanne (centrale biomasse qui va piller le bois des forêts de nos régions, des Alpes du sud jusqu'en Lozère) ou dans le Trièves (serpent de mer de l'A51), les aménageurs publics et privés, main dans la main, piétinent les oppositions des habitant-e-s locaux et lancent leurs chiens de garde sur-armés et violents (CRS, gendarmes...) dès qu'une résistance entrave « leurs » grands projets.

Le collectif de défense du Testet existe depuis 2011, il a multiplié les contre-expertises, réunions d'information et autres interventions lors de l'enquête publique, ainsi que des recours juridiques contre les autorisations. Au mépris de ce travail, les aménageurs ont accéléré leur projet et c'est pour éviter la destruction imminente du site que certain-e-s ont décidé d'occuper la zone, qui s'est transformée en « zone à défendre » (ZAD). Le tout sans violences pendant plus d'un an. Ce n'est qu'en septembre 2014, en réponse à des expulsions, humiliations et attaques violentes des forces de « l'ordre » que les occupant-e-s ont dû résister physiquement pour ralentir le chantier de destruction de la zone humide. Mais à armes bien inégales ! Jets de pierres et autres objets rudimentaires, contre armes de guerre « non létales ? » (flashball, grenades de toutes sortes...) et armure intégrale ! Qui exerce une réelle violence ? Qui subit des blessures graves (œil crevé, pieds ou mains arrachés...) ou perd la vie ?

La nuit du 25 au 26 octobre dernier, alors qu'un rassemblement festif et sans dégradations de 5000 personnes venait de se tenir sur place, les gendarmes sont revenus sur zone provoquer les manifestants alors que le préfet avait annoncé leur absence. Une grenade offensive a été tirée à hauteur d'homme en direction des manifestants et a tué Rémi, 21 ans, militant d'une association naturaliste locale et défenseur de la nature. Il s'agit bien d'un assassinat de l'État policier ! Ces armes ne sont pas faites pour simplement disperser des manifestants peu dangereux !

Nous exigeons la traduction en justice des responsables de cet assassinat, à savoir le commandant de gendarmerie ayant donné l'ordre d'attaquer violemment les manifestants, le préfet du Tarn pour ses mensonges ainsi que le ministre de l'intérieur qui autorise l'utilisation des armes « non létales ».

Nous exigeons l'interdiction totale de ces armes pour la police et la gendarmerie.

Nous exigeons l'abandon définitif du projet du barrage de Sivens, ainsi que l'arrêt de tous les grands projets nuisibles et imposés sur notre territoire, avant l'organisation d'un grand débat national sur l'intérêt de ces aménagements lourds et la façon de répondre réellement aux besoins des habitants locaux.

